

[Text]

results have come out—that they did want to see greater guaranteed access. As I look at the results of this, I do not see greater guaranteed access because of the movement away from that commitment to establish some kind of common approach to subsidies.

Let me turn, if I could, to one other point. I do not want to take too much time, because there are others who have questions, but I want to ask you about environmental considerations in this piece of legislation, this agreement. It is something a number of people have said is remarkable to see, that we actually have environmental points reflected in this agreement. That is undoubtedly true until you start looking at the details of the environmental commitment. My understanding is the problem has never been one of environmental or health and safety standards in the case of Mexico, that the standards exist, that the laws are quite strong. The problem is enforcement. I see nothing in the agreement as it's been worked out that establishes any common mechanism to improve the enforcement of environmental standards in the Republic of Mexico.

• 1125

That seems to me to be a glaring weakness, which frankly will lead to serious problems for Canadian firms as environmental regulations become stricter in this country. There is no question that environmental regulations in this country will become stricter, and as they become stricter it will become more difficult for Canadian firms to face the competition of companies based in Mexico, where the standards may be the same, the standards may even look on paper stronger, but the enforcement is simply not there.

Mr. Reid: I would like to come at that in a couple of ways, Mr. Langdon. Let me talk a little bit about what's happening in Mexico in the environment, what they're doing. Mr. Langdon is totally correct that their standards are there. In fact the Environmental Protection Agency in the U.S. assisted in that, and, as you know, some of those standards are even higher than those in this country.

So it's really a question when you get down to the Mexican political will and resources. There are some facts I could put on the table on this to show that there is a political will and there are more resources being applied in Mexico. The budget of JIRASOL, which is really the environmental protection agency in Mexico, three years ago was \$3.7 million. It is now \$68 million. I think that shows a will to move on this issue in Mexico.

They've tripled the number of environmental inspectors from 100 to 200. Sure, probably it should be 500. The fact is that they're moving substantially in their training programs of environmental inspectors. A thousand plants have been closed in Mexico in the last couple of years, some permanently, including the well-known one of the oil refinery in Mexico City itself—\$500 million and 5,000 jobs. It took a political will to do that.

[Translation]

que les résultats sont publics—qu'il voudrait obtenir un accès garanti plus important. Si j'analyse les résultats, je n'y vois pas plus d'accès garanti parce qu'on s'écarte de cet engagement d'établir une approche commune quelconque des subventions.

Avec votre permission, j'aimerais aborder un autre point. Je ne veux pas prendre trop de temps, parce que d'autres ont des questions, mais je voudrais vous parler des répercussions environnementales de cette mesure législative, de cet accord. Certains ont affirmé qu'il est remarquable de retrouver des préoccupations environnementales dans cet accord. C'est sans aucun doute vrai, jusqu'à ce qu'on commence à examiner les détails de l'engagement environnemental. Sauf erreur, le problème n'a jamais trait aux normes relatives à l'environnement, à la santé ou à la sécurité dans le cas du Mexique, car les normes existent, et les lois sont assez musclées. Le problème en était un d'application. Je ne vois rien dans la version actuelle de l'accord qui établit un mécanisme commun afin d'améliorer l'application des normes environnementales dans la République du Mexique.

Il s'agit à mon avis d'une lacune flagrante qui causera de graves problèmes aux entreprises canadiennes à mesure que la réglementation environnementale deviendra plus sévère au Canada. La réglementation environnementale deviendra certainement plus sévère au Canada et, à mesure qu'elle se resserrera, les entreprises canadiennes auront de plus en plus de difficulté à rivaliser avec les entreprises du Mexique, où les normes sont peut-être les mêmes, où elles peuvent même sembler plus sévères sur papier, mais ne sont tout simplement pas appliquées.

M. Reid: J'aimerais vous répondre de deux ou trois façons, monsieur Langdon. Permettez-moi de vous parler un peu de ce qui se passe au Mexique dans le domaine de l'environnement. M. Langdon a tout à fait raison: les normes existent. L'Environmental Protection Agency des États-Unis a en fait aidé le Mexique et, comme vous le savez, certaines de ces normes sont mêmes plus sévères que celles du Canada.

C'est donc vraiment une question de volonté politique et de ressources de la part du Mexique. Je pourrais vous présenter des faits pour vous démontrer que la volonté politique existe et qu'on affecte davantage de ressources à cette question au Mexique. Il y a trois ans, le budget de JIRASOL, qui est en fait l'agence de protection de l'environnement du Mexique, s'établissait à 3,7 millions de dollars. Il atteint maintenant 68 millions de dollars. Je crois que cela démontre que le Mexique est disposé à agir à cet égard.

Le nombre des inspecteurs environnementaux a doublé, pour passer de 100 à 200. Il devrait probablement être de 500, bien sûr. Il reste que le Mexique fait beaucoup pour ses programmes de formation d'inspecteurs environnementaux. On a fermé un millier d'usines au Mexique depuis deux ou trois ans, certaines en permanence, y compris l'usine bien connue de la raffinerie de pétrole à Mexico même, qui valait 500 millions de dollars et comptait 5 000 emplois. Il a fallu de la volonté politique pour agir ainsi.